

# LE PROFIL FINANCIER AUJOURD'HUI 2009-2010

Mardi, le 27 octobre 2009

## Le point sur la situation économique et financière du Québec

### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Avec une baisse prévue de 1,5 % du PIB réel au Québec en 2009, la récession actuelle aura été plus sévère qu'anticipé, alors qu'un recul de 1,2 % de l'économie avait été prévu au dernier budget, en mars dernier. Toutefois, la récession a été moins forte au Québec que dans les grandes économies avancées et la reprise économique est au rendez-vous.

En 2010, la croissance du PIB réel devrait atteindre 1,7 % en moyenne, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage.

Globalement, le Québec a mieux résisté aux turbulences internationales grâce aux mesures mises en place par le gouvernement, à la bonne tenue du marché de l'habitation et à l'importance de l'industrie aérospatiale, moins durement touchée que l'industrie automobile.

### RÉSULTATS POUR 2008-2009

L'équilibre budgétaire a été maintenu en 2008-2009, en tenant compte du recours à la réserve de stabilisation.

### PRÉVISIONS POUR 2009-2010 ET 2010-2011

Pour 2009-2010, la prévision de déficit est révisée à la hausse de 3,9 à 4,7 milliards de dollars.

En 2010-2011, le déficit budgétaire est révisé de 3,7 à 4,7 milliards de dollars.

En somme, les déficits anticipés pour cette année et l'an prochain seront plus élevés que prévu, bien que proportionnellement moins importants qu'ailleurs.

### PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le cap est maintenu sur un retour à l'équilibre en 2013-2014. Quatre initiatives ont été mises de l'avant pour éliminer graduellement le déficit :

- croissance annuelle des dépenses de programmes à 3,2 % à compter de 2010-2011;
- intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale et l'évitement fiscal;
- indexation de tous les tarifs non indexés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 à l'exception des tarifs pour les services de garde;
- hausse du taux de la taxe de vente du Québec de 7,5 % à 8,5 %, au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Des mesures additionnelles sont à identifier afin de respecter les exigences prévues à la loi modifiant la loi sur l'équilibre budgétaire, récemment adoptée par l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, le gouvernement versera 4,7 milliards de dollars au Fonds des générations d'ici 2013-2014.

### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2008	2009	2010
Produit intérieur brut réel	1,0	- 1,5	1,7
Consommation réelle	3,2	0,4	2,1
Exportations internationales réelles	- 3,6	- 13,8	5,0
Mises en chantier (en milliers d'unités)	47,9	42,6	40,6
Prix à la consommation	2,1	0,7	2,3
Création d'emplois (en milliers d'unités)	30,0	- 42,5	9,5
Taux de chômage (en %)	7,3	8,7	9,3
<b>Marchés financiers au Canada (%)</b>			
Taux cible du financement à un jour	3,0	0,4	0,5
Bons du Trésor du Canada - 3 mois	2,4	0,4	0,6
Obligations fédérales - 10 ans	3,6	3,3	3,8

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

### PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2009-2014

(en millions de dollars)

	RÉELS		PRÉVISIONS			PROJECTIONS	
	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	
<b>Revenus budgétaires</b>	<b>62 916</b>	<b>62 025</b>	<b>63 585</b>	<b>65 480</b>	<b>68 031</b>	<b>70 968</b>	
<b>Dépenses budgétaires</b>							
Dépenses de programmes	- 58 550	- 60 139	- 62 049	- 64 019	- 66 050	- 68 145	
Variation en %	6,8	2,7	3,2	3,2	3,2	3,2	
Service de la dette	- 6 504	- 6 154	- 6 764	- 7 796	- 8 912	- 9 768	
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>- 65 054</b>	<b>- 66 293</b>	<b>- 68 813</b>	<b>- 71 815</b>	<b>- 74 962</b>	<b>- 77 913</b>	
<b>Résultats nets des entités consolidées</b>	<b>880</b>	<b>155</b>	<b>369</b>	<b>488</b>	<b>612</b>	<b>687</b>	
<b>Provision pour manques à gagner aux revenus</b>	<b>—</b>	<b>- 300</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	
<b>SURPLUS (DÉFICIT)</b>	<b>- 1 258</b>	<b>- 4 413</b>	<b>- 4 859</b>	<b>- 5 847</b>	<b>- 6 319</b>	<b>- 6 258</b>	
Plan de retour à l'équilibre budgétaire							
- Mesures déjà identifiées au budget 2009-2010	—	—	615	1 590	1 950	2 360	
- Mesures additionnelles à identifier	—	—	450	2 576	4 140	5 114	
<b>Impact du Plan de retour à l'équilibre budgétaire</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1 065</b>	<b>4 166</b>	<b>6 090</b>	<b>7 474</b>	
Versements au Fonds des générations	- 587	- 715	- 881	- 958	- 1 039	- 1 128	
Recours à la réserve de stabilisation	1 845	433	—	—	—	—	
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE POUR LES FINS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE</b>	<b>—</b>	<b>- 4 695</b>	<b>- 4 675</b>	<b>- 2 639</b>	<b>- 1 268</b>	<b>88</b>	

## PROGRAMMES DE FINANCEMENT

### PROGRAMMES DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

(en millions de dollars)

	2008-2009			2009-2010			
	Budget de mars 2009	Réel	Variation	Budget de mars 2009	Révisé	Réalisé <sup>(1)</sup>	%
<b>FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT</b>							
- Besoins (surplus) financiers nets <sup>(2)(3)</sup>	-57	86	143	5 017	5 731		
- Remboursements d'emprunts	4 571	4 549	-22	5 245	6 130		
- Variation de l'encaisse	-2 413	-2 413	—	-5 984	-8 161		
- Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite et aux fonds dédiés aux avantages sociaux futurs	2 700	2 709	9	—	—		
- Transactions en vertu de la politique de crédit <sup>(4)</sup>	-1 558	-3 810	-2 252	—	2 600		
- Fonds de financement	1 039	1 439	400	2 750	2 750		
<b>Sous-total</b>	<b>4 282</b>	<b>2 560</b>	<b>-1 722</b>	<b>7 028</b>	<b>9 050</b>	<b>9 016</b>	<b>99,6</b>
- Financement réalisé par anticipation	5 984	8 161	2 177	—	—	—	—
<b>Sous-total – Fonds consolidé du revenu et Fonds de financement</b>	<b>10 266</b>	<b>10 721</b>	<b>455</b>	<b>7 028</b>	<b>9 050</b>	<b>9 016</b>	<b>99,6</b>
<b>FINANCEMENT-QUÉBEC</b>	<b>2 675</b>	<b>2 675</b>	<b>—</b>	<b>2 750</b>	<b>2 750</b>	<b>1 720</b>	<b>62,5</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 941</b>	<b>13 396</b>	<b>455</b>	<b>9 778</b>	<b>11 800</b>	<b>10 736</b>	<b>91,0</b>

Note: Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Emprunts réalisés et négociés au 20 octobre 2009.

(2) Excluant les entités consolidées.

(3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR, des autres actifs des régimes et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(4) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier à l'égard des contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces déboursés (encaissements) augmentent (diminuent) les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts, mais n'ont pas d'impact sur le niveau de la dette du gouvernement.

### FONDS CONSOLIDÉ ET FONDS DE FINANCEMENT

Le programme d'emprunts pour 2009-2010 du fonds consolidé du revenu et du Fonds de financement est révisé à la hausse de 2,0 milliards de dollars pour se situer à 9,0 milliards de dollars.

Les emprunts réalisés en date du 20 octobre 2009 s'élevaient à 9,0 milliards de dollars.

Un total de 6,4 milliards de dollars a été emprunté sur le marché canadien.

Jusqu'à maintenant, près de 30 % des emprunts, soit 2,6 milliards de dollars, a été réalisé sur les marchés internationaux.

Dans le cadre de sa politique de crédit à l'égard des contrepartistes, le gouvernement a déboursé un total de 2,6 milliards de dollars à la suite des mouvements des taux de change.

Le programme de financement pour 2010-2011 devrait s'établir à 13,4 milliards de dollars.

### FINANCEMENT-QUÉBEC

Le programme d'emprunts de Financement-Québec pour 2009-2010 demeure inchangé à 2,75 milliards de dollars. En date du 20 octobre 2009, des emprunts totalisant 1,7 milliard de dollars ont été effectués.

Financement-Québec est une société d'État qui réalise des emprunts en son propre nom sur les marchés financiers afin de répondre aux besoins des établissements des réseaux de la santé et de l'éducation pour le financement de leurs immobilisations.

Le gouvernement du Québec garantit les emprunts de Financement-Québec.

Le programme de financement pour 2010-2011 devrait s'établir à 2,75 milliards de dollars.

### COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

### DIVERSIFICATION INTERNATIONALE

En vertu des normes découlant de l'Accord de Bâle II, les autorités de réglementation étrangères peuvent accorder un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec, permettant ainsi aux institutions financières de détenir ces titres sans affecter leur capital requis.

À ce jour, 15 pays accordent un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.

### LE PROFIL FINANCIER AUJOURD'HUI

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

[www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca)

Publié par le ministère des Finances :  
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08  
Québec (Québec) G1R 5L3  
Téléphone : 418 691-2250  
Télécopieur : 418 646-0923  
Courriel : [sri@finances.gouv.qc.ca](mailto:sri@finances.gouv.qc.ca)